

# Les antinucléaires ne désarment pas

Les Echos n° 19655 du 26 Avril 2006 • page 9

A l'heure où le réchauffement climatique suscite une inquiétude croissante, seuls le nucléaire et les énergies renouvelables émettent très peu de gaz à effet de serre. Pourtant, en France, la plupart des écologistes, au premier rang desquels les Verts, continuent à lutter contre l'énergie atomique. Une fausse solution dont les dangers demeurent entiers, martèlent-ils. Si ces « anti » restent minoritaires dans le paysage politique, leur discours porte auprès de l'opinion.

Succès ou échec ? La manifestation de protestation contre l'énergie nucléaire, organisée le week-end de Pâques à Cherbourg, a mobilisé entre 13.000 et 30.000 personnes selon les estimations. Loin des grands rassemblements contre l'atome des années 1970, et notamment contre le surgénérateur Superphénix à Creys-Malville. Vingt ans après la catastrophe de Tchernobyl, le mouvement antinucléaire, né dès les années 1950 pour protester contre la bombe atomique, la prolifération nucléaire et enfin le nucléaire civil, s'est essouffé. Faute d'un objet de ressentiment ? « *La lutte antinucléaire est très liée à l'ouverture de nouveaux sites* », rappelle Pierre Radanne, expert indépendant. Or, il n'y en a pas eu depuis plus de quinze ans en France, la dernière centrale commandée par EDF étant celle de Civaux. La volonté de l'électricien de construire un réacteur EPR dans sa centrale de Flamanville va-t-elle réveiller le combat ? Sans doute. Avec quelle efficacité ? Jusqu'à présent, les accidents de Three Mile Island, aux Etats-Unis en 1979, et de Tchernobyl, en Ukraine en 1986, ont davantage influé sur l'avenir de cette énergie que bien des manifestations. A la suite de l'incident américain, les Etats-Unis ont mis un terme à leur programme de construction de centrales, et, en Europe, le traumatisme de Tchernobyl a gelé le marché des réacteurs. En France, les opposants au nucléaire n'ont obtenu que deux victoires, rudement négociées dans le cadre d'un marchandage politique : l'abandon de la centrale de Plogoff, en 1981, lors de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, et l'arrêt de Superphénix, en 1997.

## La course à la bombe relancée

Quant au mouvement en faveur du désarmement nucléaire, il s'est affaibli après la chute du mur de Berlin. « *Avec la fin de la guerre froide, on a cru qu'une nouvelle ère commençait, qu'on allait s'engager vers le désarmement, avec les accords START et le traité sur l'interdiction des essais nucléaires, ce qui a entraîné une certaine démobilisation* », explique Yannick Jadot, directeur de campagne chez Greenpeace. « *Mais avec l'Iran, la Corée du Nord, les craintes d'une bombe sale, le refus du traité de non-prolifération nucléaire par l'Inde, le Pakistan et Israël, les projets militaires américains sur les "minibombes", on assiste à une relance de la course à l'arme atomique et à une nouvelle mobilisation autour des thèmes de la paix et du nucléaire dans les mouvements altermondialistes* », ajoute-t-il. Pour l'association écologique, le combat contre le nucléaire reste fondamental. Même si la situation a changé depuis les années 1970. Face à la hausse des besoins énergétiques de la planète, à la fin annoncée du pétrole bon marché et surtout à la nécessité de lutter contre le réchauffement du climat, le débat sur la relance du nucléaire, très faible émetteur de gaz à effet de serre, revient en force sur le devant de la scène. Entre la menace climatique et la menace nucléaire, les citoyens du monde hésitent. Selon un sondage réalisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans 18 pays de différents continents, 59 % des personnes interrogées se prononcent contre une relance du nucléaire et 28 % pour. Toutefois, lorsque l'on met en avant les atouts de cette technologie au regard des dangers climatiques, elles ne sont plus que 47 % à se déclarer opposées à la construction de nouvelles centrales, tandis que 38 % y sont favorables. Ainsi, la menace climatique peut-elle faire basculer l'opinion de quelque 10 points en faveur du nucléaire, sans suffire cependant à la rendre majoritaire.

## La peste ou le choléra ?

Comment les écologistes gèrent-ils la contradiction entre la lutte contre le réchauffement climatique et leur combat contre le nucléaire ? Pas besoin de choisir entre la peste et le choléra, répond Greenpeace : « *Actuellement, avec 441 centrales nucléaires en service dans le monde, cette technique répond à 16 % des besoins d'électricité de la planète, la production d'électricité ne représentant elle-même que 15 % des émissions totales de dioxyde de carbone. On peut multiplier le nombre de réacteurs, et on laisse de côté 85 % du problème des gaz à effet de serre. A ce titre, l'Iran n'a qu'à dire qu'il veut développer son industrie nucléaire pour sauver le climat !* », explique Hélène Gassin, au sein de l'ONG. « *Si le nucléaire permettait de résoudre le problème climatique, cela vaudrait la peine d'y réfléchir, mais ce n'est pas le cas, et plus on mise sur cette énergie, moins on s'attaque aux vraies questions comme nos excès de consommation, alors que l'équation des déchets n'est pas résolue et que le risque reste entier, un seul accident créant l'irréparable* », souligne Stéphane Lhomme, animateur du réseau Sortir du nucléaire créé en 1998, qui revendique 15.000 adhérents en direct et 720 associations sympathisantes.

Selon l'Agence de l'énergie nucléaire (AEN), si toutes les centrales atomiques en exploitation étaient remplacées par des installations fonctionnant au gaz ou à d'autres énergies fossiles, les émissions de gaz à effet de serre

augmenteraient de 5 % à 8 %. Mais l'AEN reconnaît aussi qu'une multiplication par dix de la production d'énergie nucléaire d'ici à 2100, dans un monde consommant trois fois plus d'énergie qu'aujourd'hui, éviterait tout au plus 15 % des émissions cumulées de carbone d'ici à la fin du siècle ! Et de conclure à la nécessité de jouer la complémentarité entre les économies d'énergie, la décarbonisation des combustibles fossiles, le développement à grande échelle des énergies renouvelables et l'option nucléaire.

Or, en France, le débat entre les pro et les antinucléaires se nourrit du déséquilibre historique entre une politique très favorable à l'atome et un volontarisme insuffisant en matière de renouvelables et de sobriété énergétique. Face à des citoyens très partagés (\*), les parlementaires, au nom de l'indépendance énergétique, soutiennent comme un seul homme le nucléaire. « *Sur 577 députés, nous sommes à peine une dizaine à exercer un esprit critique* », constate Yves Cochet, député Vert de Paris. « *Les débats organisés par la Commission nationale du débat public sur les déchets nucléaires et sur l'EPR ont encore une fois montré à quel point notre système de décision est contaminé par le lobby nucléaire, députés compris, s'indigne Michèle Rivasi, ancienne députée et fondatrice en 1986 de la Criirad, un laboratoire indépendant de mesure de la contamination. La décision de lancer l'EPR a été prise avant l'organisation du débat public et les députés ont voté la loi sur les déchets nucléaires sans tenir le moindre compte de ce qui s'était dit. C'est comme pour le CPE, et même pire. Là, on a consulté mais on n'a pas écouté.* » Une poignée de députés ont fait du sujet nucléaire leur chasse gardée et se montrent réticents face à ces tentatives de démocratie participative, confirme le sociologue Yannick Barthes, pour qui ces débats représentent néanmoins un progrès vers une plus grande transparence.

### **L'inconnue des coûts à long terme**

Dans le paysage politique, seuls les Verts font toujours de la sortie du nucléaire leur priorité. A l'heure où s'engage la discussion sur l'avenir des centrales françaises, l'abandon de l'EPR sera pour eux la condition sine qua non d'une alliance avec le Parti socialiste en vue de la présidentielle de 2007. Au sein du PS, traditionnellement peu sensible aux arguments des « anti », les lignes commencent à bouger : officiellement, le bureau national s'est prononcé contre l'EPR, mais les avis restent très partagés.

Greenpeace, les Verts, le réseau Sortir du nucléaire, un certain nombre d'experts et de scientifiques indépendants et une partie de la mouvance altermondialiste (Attac, Confédération paysanne, LCR...) : les militants antinucléaires restent bien minoritaires. Cependant, leur pouvoir d'influence ne tient pas qu'à leur nombre. Surtout auprès de citoyens qui, depuis la catastrophe de Tchernobyl, mettent toujours en doute la parole officielle (voir graphique). Par ailleurs, ils sont rejoints par des voix comme celle de Corinne Lepage, l'ancienne ministre de l'Environnement du gouvernement d'Alain Juppé, qui, sans se déclarer hostiles au nucléaire, émettent de plus en plus de doutes sur la politique française : « *83 % de nos budgets de recherche vont au nucléaire, 15 % au pétrole et à peine 4 % aux énergies nouvelles, cela suffit. Le chiffre d'affaires de l'éolien a déjà dépassé celui du nucléaire, et en Allemagne les énergies renouvelables ont créé autant d'emplois, sinon plus, que le nucléaire en France* ». A cet égard, les Verts dénoncent le projet de réacteur expérimental de fusion nucléaire Iter comme une « *propagande scientiste et mystificatrice : la reproduction de la réaction nucléaire du soleil* ». Ils craignent que ce projet international, qui sera implanté à Cadarache et donc financé pour une part importante par la France, n'« *assèche la plupart des crédits allant aux alternatives énergétiques* ».

Enfin, rétrospectivement, si on reprend les arguments des opposants des années 1970, force est de constater que la dangerosité du nucléaire s'est confirmée avec Tchernobyl. Certes, cette énergie s'est révélée bon marché, mais personne ne connaît vraiment le coût à long terme de la gestion des déchets et du démantèlement des installations. Sans compter que la question du retraitement et des risques de contamination radioactive reste posée, même si la communauté scientifique envisage avec sérénité l'enfouissement des déchets en couches géologiques profondes. Enfin, la menace majeure que représente la prolifération pèsera encore longtemps sur l'avenir du nucléaire. Le dossier iranien montre à quel point le développement de cette énergie dans des pays jugés instables pose des problèmes de sécurité internationale. Et, face à la durée de vie plus que millénaire de la radioactivité, que vaut la pseudo-stabilité d'un régime ?, interrogent les écologistes.

ANNE BAUER

(\*) 52 % des Français se disent plutôt favorables au nucléaire, contre 37 % pour la moyenne des Européens. Mais seuls 8 % prônent un développement de cette énergie pour réduire notre dépendance aux importations, contre 12 % des Européens. \_ Manifestation le 15 avril, à Cherbourg, contre le nucléaire et le projet de réacteur EPR à Flamanville (Manche).